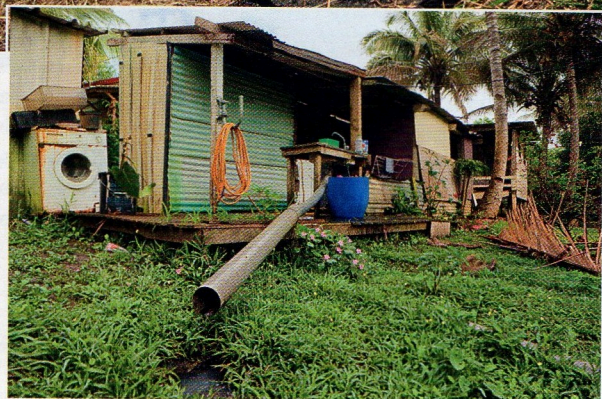


Des squats dans la ville

Faute de logements, des milliers d'habitants vivent dans des bicoques plantées sur des terrains publics de Nouméa. Un quotidien entre débrouille et jardin potager.

TEXTE DE LAURE DAUSSY – PHOTOS DE JULIEN THOMAZO



Près du squat de Sakamoto, Marie-Laure défriche un bout de terrain au-dessus de sa cabane. La plupart des habitants sont reliés au réseau de distribution d'eau de la ville. Mais, pour l'évacuation, c'est souvent le système D (photo ci-dessus).

Marie-Laure en est sûre, si elle le leur avait dit, elle n'aurait pas été embauchée. Cette jeune Kanak est femme de ménage chez des Blancs et vit dans un des squats de la capitale. «De toute façon, j'en ai honte», ajoute-t-elle. Pourtant, sa situation n'est pas si exceptionnelle. Selon les services de la province Sud, 8 150 personnes habitent aujourd'hui dans ces bicoques construites de bric et de broc et posées illégalement sur des terrains publics. Soit 5,5 % des cent cinquante mille habitants du Grand Nouméa. Et le phénomène amorcé à la fin des années 1980 ne fait que progresser.

Malgré les politiques de rééquilibrage économique entre les trois provinces, l'essentiel des emplois se concentrent toujours à Nouméa. Entre 1996 et 2004, l'agglomération a attiré près de trente mille personnes. Des jeunes, en majorité, qui quittent leur tribu pour venir tenter leur chance dans la capitale. Et comme on n'a pas construit ►

Ils rêvent de transformer leur cabane en maison

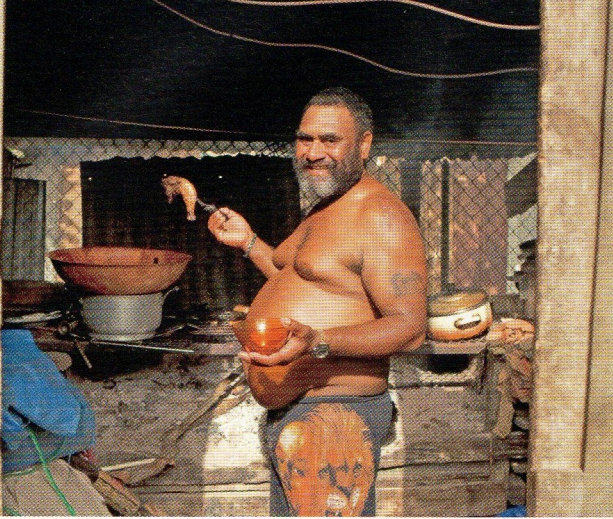
► assez de logements sociaux pour absorber cette population croissante, les prix de l'immobilier ont flambé. Les moins fortunés n'ont d'autre choix que d'occuper des terrains libres. Le squat de Sakamoto se cache en contrebas des immeubles, au creux d'une petite vallée. Depuis cet îlot de verdure, Nouméa semble loin. Le long d'un ruisseau, un sentier se faufile parmi des cannes à sucre, des pamplemoussiers, des papayers. Le squat, c'est un peu la brousse à la ville. On se retrouve par tribu d'origine et on y «fait la coutume», un geste de respect envers le premier occupant qui consiste à lui rendre visite en apportant des cadeaux rituels. Pour les Mélanésiens, le rapport à la terre est sacré, alors chaque famille possède une petite parcelle de champ autour de sa cabane. On y cultive avant tout l'igname, plante emblématique de la culture kanak et base de l'alimentation, le manioc, les citrouilles ou encore le taro, un tubercule au goût proche de la châtaigne. «L'agriculture vivrière est un moyen de faire des économies», indique Nalina Tirou, chargée de mission à la province Sud et auteure d'un rapport sur les squats. Important, quand le revenu moyen des squatteurs est de 532 euros, c'est-à-dire inférieur au seuil de pauvreté relative de Nouvelle-Calédonie.

Les matelas en mousse, posés à même le sol, sont moisis. L'ensemble respire l'insalubrité

Sous les arbres de Sakamoto se dressent quelques cabanes de tôle et de bois. Certaines disposent d'une télé et d'un réfrigérateur, parfois d'une machine à laver. D'autres respirent l'insalubrité, avec des matelas en mousse moisis, posés à même le sol. Dorothee Dussy, ethnologue et auteure de plusieurs études sur les squats, explique : «Beaucoup de ces logements ont été construits sur des terrains publics où des Kanak cultivaient des petits jardins potagers et avaient installé des cabanes à outils. Quand leur logement est devenu trop onéreux, ils ont décidé d'y emménager.»

«80 % des occupants veulent être relogés, remarque Nalina Tirou. Pourtant, les trois quarts d'entre eux ne déposent pas de demandes.» Certains par ignorance. Mais pour d'autres, l'affaire n'est pas si simple. Un véritable appartement, avec des chambres pour les quatre enfants... Virginie, 39 ans, en avait rêvé. Arrivée à Sakamoto avec son mari en 1994, elle avait fini par l'obtenir (comme cinq cents personnes environ chaque année). Elle a tenu un an. Pas davantage. Les enfants qui tournent en rond, l'impression d'enfermement, la nature qui manque cruellement... Elle est revenue dans sa bicoque. «Leur souhait profond serait de pouvoir rester dans les cabanes en les améliorant», souligne Dorothee Dussy. «Impossible, tranche Nalina Tirou. On ne peut pas légaliser des habitations installées illégalement.» Philippe Gomes, président du gouvernement de Nouvelle-Calédonie, lui, espère que la construction de l'usine de nickel dans la province Nord provoquera des mouvements migratoires dans l'autre sens. ■

Laure Daussy



Avec un revenu moyen de 532 € par mois, les squatteurs vivent sous le seuil de pauvreté relative (635 € par personne). L'agriculture vivrière assure une bonne part de leur alimentation.



Construits avec des matériaux de récupération sur des terrains inoccupés, 69 % des squats disposent de l'électricité. C'est le cas à Sakamoto, comme en atteste l'antenne satellite de cette cabane.



La scolarisation des enfants et la santé sont les deux principales préoccupations des parents. Les maladies comme la dengue y sont beaucoup plus fréquentes que dans les quartiers dits «normaux».